Le contrôle renforcé après 2023

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'affaire de blanchiment et les family offices

Le 15 août 2023, la police a arrêté dix ressortissants étrangers lors de descentes coordonnées. Les avoirs finalement saisis, gelés ou frappés d'ordonnances d'interdiction de disposer se sont élevés à environ 3 milliards de S$. Les dix ont tous été condamnés à des peines de 13 à 17 mois d'emprisonnement, assorties de la confiscation de leurs avoirs.[1] L'affaire est examinée en détail au chapitre VI de la présente partie. Pour le régime des family offices, sa portée tenait à un fait apparu au Parlement : six fonds de single family office bénéficiant d'incitations fiscales étaient liés aux personnes condamnées ou à leurs conjoints.

Dans une réponse du 2 juillet 2024, Gan Kim Yong a expliqué que les avantages fiscaux avaient été retirés à compter de l'exercice au cours duquel les propriétaires ou leurs conjoints avaient été inculpés ou condamnés. Les avantages perçus antérieurement ne pouvaient être récupérés que si les conditions avaient été violées, même si les avoirs confisqués dépassaient les avantages fiscaux.[2] L'épisode a montré les limites de l'octroi comme instrument de contrôle. La MAS pouvait révoquer un avantage fiscal. Elle ne pouvait pas effacer l'atteinte à sa réputation causée par le fait de l'avoir accordé.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le 4 juillet 2025, la MAS a infligé des sanctions pécuniaires d'un montant total de 27,45 millions de S$ à neuf établissements financiers pour des manquements en matière de lutte contre le blanchiment liés à l'affaire.[3] Ces sanctions ont confirmé la logique du cadre. Les banques qui entrent en relation avec les family offices et leurs dirigeants constituent la première ligne de défense et en supportent les conséquences lorsqu'elle cède.

L'épreuve suivante est venue en 2025. Après que les États-Unis eurent imposé des sanctions à des personnes liées à Prince Holdings, la MAS a identifié deux fonds de family office bénéficiant d'incitations fiscales qui étaient liés aux personnes sanctionnées et a mis fin à leurs incitations. Dans la même réponse du 5 novembre 2025, Chee Hong Tat, ministre du Développement national et vice-président de la MAS, a indiqué qu'environ 3 % de quelque 1 300 demandes au titre des sections 13O et 13U avaient été rejetées au cours des trois années précédentes. Moins de 1 % des family offices exonérés d'impôt sur cette période avaient été liés à des condamnations pour blanchiment. Il a qualifié l'approche de la MAS de proportionnée aux risques.[4]

Filtrage et origine de la fortune

Après l'affaire, la procédure de demande de l'incitation fiscale a changé de nature. À partir du 1er octobre 2024, les candidats devaient, selon certaines sources, produire un rapport de filtrage sur la famille établi par l'un d'un petit nombre de prestataires agréés, parmi lesquels plusieurs grands cabinets d'audit. Les questions sur l'origine de la fortune sont devenues plus détaillées. La déclaration de toutes les nationalités, y compris passées, est devenue la norme. La MAS a indiqué qu'elle passe les candidats au crible des informations défavorables et des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, et que les candidats doivent ouvrir des comptes auprès d'établissements financiers singapouriens, qui effectuent leurs propres vérifications.[5]

L'effet immédiat a été un net ralentissement. Les délais de traitement se sont allongés. Des familles qui avaient transféré du personnel à Singapour ont attendu une décision pendant des mois, tandis que l'entrée en relation pour leurs comptes

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

bancaires restait en cours. En juillet 2025, Chee Hong Tat, vice-président de la MAS, a annoncé que la plupart des demandes seraient désormais traitées en trois mois, contre près de douze mois au plus fort de l'arriéré. Il a ajouté que les autorités travaillaient avec les banques privées pour accélérer l'ouverture des comptes. Le 25 mai 2026, le Private Banking Industry Group s'est engagé à ramener d'ici fin 2026 les délais d'ouverture de compte à moins d'un mois pour la plupart des clients, contre une médiane sectorielle de cinq à six semaines.[6]

Le Parlement demande des chiffres

Le family office est devenu un sujet récurrent des questions parlementaires. Les députés ont demandé le nombre de family offices, leurs emplois, leur origine, leurs actifs et les recettes fiscales auxquelles l'État renonçait. Le gouvernement a répondu aux premières questions et a refusé, en substance, de répondre aux autres. En août 2026, un membre nommé du Parlement a demandé les actifs sous gestion des family offices agréés par pays d'origine ainsi que le nombre et l'importance des demandes en attente. La réponse a donné le nombre total et l'origine régionale, mais aucun chiffre sur les actifs.[7]

Cette réserve a ses raisons. Des chiffres détaillés par pays pourraient exposer des familles individuelles issues de petits marchés d'origine, alors que les lettres d'octroi elles-mêmes sont confidentielles. L'absence de données rend néanmoins difficile d'évaluer si l'incitation est rentable. Les critiques soulignent les recettes fiscales perdues et l'effet des nouveaux arrivants fortunés sur les prix de l'immobilier et sur l'opinion publique, question qu'examine le chapitre V de la partie I. Les partisans mettent en avant les emplois, les dépenses et les affaires générées pour le secteur financier.

Les risques de gouvernance au sein du family office

Le contrôle renforcé après 2023 n'a pas porté sur le seul blanchiment. La croissance rapide du secteur a mis des familles inexpérimentées en contact avec des conseillers de qualité inégale. En mars 2025, le fondateur d'un family office a assigné en justice quatre anciens employés et une société des îles Vierges britanniques, alléguant le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

détournement d'environ 74 millions de S$ découvert en décembre 2023.[8] Les allégations n'avaient pas encore été jugées au moment de la rédaction. L'affaire a suscité la question parlementaire d'avril 2025 mentionnée plus haut. Elle illustre un point que la MAS a elle-même souligné : les family offices n'étant pas réglementés, la protection de la famille dépend de sa propre gouvernance et de ses propres contrôles.

Un équilibre entre attractivité et intégrité

La circulaire du 31 juillet 2026 montre que le balancier n'a pas oscillé uniquement vers la restriction. Elle donne aux family offices plus de temps pour recruter leurs professionnels de l'investissement, simplifie la vérification de la taille minimale en la limitant au moment de la demande et à la fin de chaque période, et allège les conditions de dépenses et de déploiement.[9] La circulaire faisait suite à un réexamen annoncé au Parlement en octobre 2025, qui visait à réduire les frictions opérationnelles par des documents de demande et des obligations de déclaration simplifiés et par un éventail élargi de placements admissibles. La MAS a alors indiqué qu'elle n'avait observé aucune sortie nette de family offices.[10] Le cadre relatif aux licences a abandonné l'exigence d'un avis de droit et allongé les délais de dépôt. Dans le même temps, la condition de compte bancaire couvre désormais chaque family office et chaque octroi, et la limite de cinq générations ferme une voie par laquelle des investisseurs sans lien entre eux auraient pu mettre leur argent en commun.

Le régime qui en résulte associe la générosité sur le fond à la rigueur dans la procédure. L'avantage fiscal lui-même n'a pas été réduit. Les tailles minimales de 20 et 50 millions de S$ sont restées au niveau de 2023. L'État a concentré ses efforts sur la connaissance de l'identité des familles, de l'origine de leur argent et des banques qui le détiennent. Le chapitre VI de la présente partie tire les enseignements plus larges de l'affaire de 2023 pour l'entrée en relation et les vérifications de l'origine de la fortune. Le chapitre III de la partie K compare l'approche de Singapour à celle de ses concurrents.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : arrestations le 15 août 2023 ; environ 3 milliards de S$ d'avoirs ; peines de 13 à 17 mois pour les dix condamnés, avec confiscation des avoirs. ↩
2. MAS, réponse écrite de Gan Kim Yong à une question parlementaire d'Usha Chandradas, membre nommée du Parlement (Nominated Member of Parliament), 2 juillet 2024 (mas.gov.sg, « Written reply to Parliamentary Question on SFOs awarded tax benefits linked to money laundering case ») : six fonds de SFO bénéficiant d'incitations fiscales liés à des personnes condamnées dans l'affaire ou à leurs conjoints ; avantages retirés à compter de l'exercice au cours duquel les propriétaires ou leurs conjoints ont été inculpés ou condamnés ; pas de récupération des avantages antérieurs sauf violation des conditions ; les avoirs confisqués dépassent de loin les avantages fiscaux accordés. ↩
3. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : le 4 juillet 2025, la MAS a infligé des sanctions pécuniaires de 27,45 millions de S$ à neuf établissements financiers pour des manquements en matière de LBC liés à l'affaire. ↩
4. MAS, réponse écrite de Chee Hong Tat, ministre du Développement national et vice-président de la MAS, au nom de Gan Kim Yong, à des questions parlementaires de Kenneth Tiong, He Ting Ru, Sylvia Lim, Louis Chua Kheng Wee et Abdul Muhaimin Abdul Malik, 5 novembre 2025 (mas.gov.sg, « Single Family Office tax incentive recipients following US sanctions on Prince Holdings »). ↩
5. Caproasia, 12 juillet 2025, précité, selon lequel les demandes déposées à partir du 1er octobre 2024 requièrent un rapport de filtrage établi par l'un de six prestataires, dont EY, KPMG, PwC et BDO Advisory ; Caproasia, 18 octobre 2024, précité, rendant compte des réponses parlementaires du 16 octobre 2024 sur le filtrage des candidats par la MAS et sur les comptes auprès d'établissements financiers singapouriens. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

6. Caproasia, « Singapore Tax Incentives (13O & 13U) Family Offices Application Wait Time Reduced from 12 Months to 3 Months … », 12 juillet 2025 ; Hubbis, « What Practitioners Should Know About Singapore's New 3-Month Family Office Tax Incentive Approval Regime » (hubbis.com, consulté en novembre 2026) : approbations « close to 12 months » fin 2023 et début 2024, objectif « within three months » sous réserve de demandes complètes ; Association of Banks in Singapore, communiqué de presse « Singapore Private Banking Industry Group to Enhance Customer Onboarding Processes to Achieve Faster Account Opening Times », 25 mai 2026. ↩
7. MAS, réponse écrite du 5 août 2026 au Dr Neo Kok Beng, précitée, qui ne donne aucun chiffre d'actifs sous gestion pour les SFO et n'aborde pas les demandes en attente. ↩
8. Caproasia, 12 juillet 2025, précité, rendant compte d'une action en justice introduite en mars 2025 par le fondateur d'un single family office contre quatre anciens employés et une société des îles Vierges britanniques pour le détournement allégué de 74 millions de S$, découvert en décembre 2023. ↩
9. MAS, FDD Cir 05/2026, par. 1(b). ↩
10. MAS, réponse écrite de Gan Kim Yong à une question parlementaire de He Ting Ru, 14 octobre 2025 (mas.gov.sg, « Written reply on family offices »). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.